



COMÉDIE
FRANÇAISE

RICHELIEU
VX-COLOMBIER
STUDIO

TRAVAUX D'INSTALLATION DE CHANTIER DE LA COMEDIE FRANCAISE

Marché passé selon la procédure adaptée en application de la 'article R.2123-1 du code de la commande publique

Type de marché

Travaux

Référence du marché

2025_008_DBE

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française

Place Colette

75001 Paris

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ARTICLE 1 : PRESENTATION DES INTERVENANTS

1.1. Liste des intervenants

Pouvoir adjudicateur et lieu d'exécution des travaux

Située à l'adresse suivante :

Comédie-Française

Place Colette / 9 galeries de Chartres

75001 Paris

Représentée par le Directeur Général des Services : Michel ROSEAU

Maîtrise d'ouvrage

Comédie-Française – Direction des bâtiments et des équipements

Maîtrise d'œuvre

Ils ont la charge du suivi de travaux, de la validation des documents écrits, graphiques et techniques, et de l'organisation des réunions hebdomadaires. Les comptes-rendus seront envoyés par voie électronique aux parties-prenantes de ce marché.

Mission OPC

La mission de l'OPC a pour objet de définir l'ordonnancement de l'opération et de coordonner les différentes interventions afin de garantir les délais d'exécution et la parfaite organisation du chantier.

BATSCOP – OPC

117 boulevard de la Villette - 75010 Paris

batscop.comedie-francaise@batscop.com

Bureau de contrôle technique

Il est en charge des avis et visas, comptes-rendus sur les documents des phase études / travaux et sur le suivi de l'exécution.

SOCOTEC CONSTRUCTION

13 Cours de Valmy 92977 Paris La Défense Cedex

Sps.idfouest@socotec.com

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Le niveau requis pour cette opération est le niveau II.

BATSCOP – CSPS

117 boulevard de la Villette - 75010 Paris

batscop.comedie-francaise@batscop.com

Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)

EFFICIO

31 rue Nicolas Denys 17000 La Rochelle

info@be-efficio.fr

1.2. Présentation de la Comédie-Française

Le décret n°95-356 du 1^{er} avril 1995 conférant à la Comédie-Française le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), dispose en son article 2 que : « *La Comédie-Française a pour mission essentielle de représenter les pièces de son Répertoire et d'en assurer le rayonnement national et international* ».

L'activité de la Comédie-Française est répartie sur cinq sites :

- Salle Richelieu classé monument historique, ERP de type L avec une activité annexe de type N et de type M de deuxième catégorie, susceptible de recevoir un effectif total de 1276 personnes dont 400 au titre du personnel (Paris 1^{er}) ;
- Atelier de construction de décors à Sarcelles (95) ;
- Atelier de stockage de décors et costumes (Paris 11^{er}) ;
- Bureaux administratifs (Paris 1^{er}) ;
- Bibliothèque-musée (Paris 1^{er}).

Avec environ vingt-cinq (25) spectacles présentés chaque saison sur ses trois scènes et ses décors majoritairement fabriqués dans ses ateliers, la Comédie-Française est une véritable ruche de plus de soixante-dix métiers exercés par près de quatre-cents salariés sur l'ensemble des sites (dont une soixantaine de comédiens), qui œuvrent chaque jour pour que le rideau se lève.

La Comédie-Française attache une importance toute particulière à ses missions d'accueil des publics, de valorisation du patrimoine théâtral, de transmission culturelle, ainsi que de préservation de son patrimoine historique.

La Comédie-Française s'inscrit par ailleurs dans une démarche de développement durable ce qui suppose qu'elle exige de la part de ses fournisseurs, le respect des normes et réglementation en vigueur, notamment sur la protection de l'environnement, et les clauses sociales.

1.3. Contexte et enjeux du marché

Le présent marché a pour but les installations de chantiers intérieurs et extérieurs communes aux différents chantiers en cours et à venir à la Comédie Française ainsi que la gestion des déchets non dangereux et d'en assurer leur traçabilité.

1.4. Contraintes horaires liés aux nuisances sonores

Les plages horaires suivantes doivent être rigoureusement respectées :

00h – 13h : Travaux bruyants autorisés.

13h – 24h : Travaux bruyants interdits

Toutes les dispositions qui peuvent limiter la diffusion des sons doivent être prises en compte. Par ailleurs, sur la période du 1^{er} au 31 août, l'établissement est fermé. Il n'y a donc aucune contrainte horaire liée aux nuisances sonores sur cette période. Cette période de fermeture est à privilégier pour les travaux particulièrement bruyants.

ARTICLE 2 : PRESENTATION DU MARCHE

2.1 Objet du marché

Le marché a pour objet des travaux d'installation de chantier.

Forme et montant du marché

Il s'agit d'un accord-cadre nono-attributaire à bons de commande. Il n'est pas prévu de montant minimum. Le montant maximum des prestations à prix unitaires et sur la durée totale du marché est de : 450 000 euros hors taxes.

Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la notification pour une durée de 1 an. Il est reconductible à compter tacitement 3 fois pour une durée d'un an, sans que la durée totale du marché n'excède 4 ans.

L'acheteur prend par écrit la décision de ne pas reconduire éventuellement le marché. Cette décision devra être notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant l'échéance du marché. En cas de non- reconduction par l'acheteur, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

2.4. Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;
- Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de

- créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

2.5. Représentation du titulaire

Le titulaire doit être représenté sur le site par un interlocuteur responsable du marché, apte à prendre toute décision engageant sa société, et par un encadrement qualifié présent en permanence sur le chantier selon les prestations prévues

Le MOA pourra demander le remplacement de cet interlocuteur sans justification. Dans ce cas, le titulaire devra y procéder sans délai.

2.6. Prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

3.1 DOSSIER ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes

3.2 LE DOSSIER ETABLI PAR LE MAITRE D'OUVRAGE ET COMPRENANT :

- Un dossier Pièces Ecrites comprenant CCTP et BPU
- Un dossier de futurs travaux à titre d'exemples d'une NOC commune et de PIC intérieur et extérieur

3.3 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG Travaux, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toutefois, le dossier de consultation établi par le maître d'œuvre constitue un ensemble indissociable, homogène et cohérent. Les pièces graphiques et écrites se complètent mutuellement. Par ailleurs, des plans contiennent des informations à différentes échelles pour lesquelles certaines ne sont visibles que sur certaines d'entre elles. De même, les documents de l'architecte contiennent des informations applicables à l'ensemble des Lots, y compris les Lots techniques. La somme des informations est obligatoirement à prendre en compte par l'entreprise dans le cadre de l'élaboration de son offre.

En cas de contradiction, et lorsque l'ordre de préséance ne permet pas de lever celle-ci, l'entreprise est tenue : en premier lieu de demander des précisions sur le dossier afin de permettre au Maître d'œuvre de lever la contradiction ; éventuellement de prendre en compte la prestation ayant l'incidence financière la plus importante ce qui permettra, dans la cadre forfaitaire du Marché de réaliser l'une ou l'autre des prestations contradictoires, suivant la décision du Maître d'œuvre.

3.4 Pièces contractuelles opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai

A l'appui de son offre, le titulaire va présenter des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront, par conséquent, exiger à tout moment de la part du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif que les moyens effectivement mise en œuvre pour réaliser ces ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Le mémoire technique remis dans l'offre
- Les réponses aux questions du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre lors de l'analyse de l'offre de l'entreprise
- L'le bordereau des prix unitaires
- Les attestations d'assurances remises dans l'offre

3.5 Pièces générales (non fournies, réputées connues)

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (Mois Mo défini à l'Article. du présent CCAP) :

1. Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021
2. Les fascicules des Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment passés au nom de l'Etat et de ses annexes.
3. Les cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
4. Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. - D.T.U.)
5. En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
6. Normes européennes et française (CEN) homologuées et éditées par l'AFNOR
7. les avis techniques en vigueur
8. les différents textes réglementaires concernant l'acoustique
9. la réglementation thermique dite NRT 2012
10. le règlement sanitaire départemental
11. la réglementation relative à l'accès des bâtiments aux personnes handicapées physiques
12. la réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé
13. L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise à l'opération.

3.6. Exhaustivité du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article précité, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de ces derniers.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux.

Les marchés et l'ensemble des documents qui en découlent, sont rédigés en langue française.

ARTICLE 4 : FORME ET NATURE DU PRIX

4.1. Révision des prix

Les prix s'entendent fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande. Les révisions interviendront à la hausse ou à la baisse une fois par an lors du renouvellement de l'accord-cadre.

Les prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres ou à la date de remise de l'offre initiale dans le cadre d'une négociation. Cette date est appelée Mo.

Les prix sont fermes et non révisables sur la première année du marché. A partir de la deuxième année, les prix de prestations de travaux sont révisables par application de la formule suivante :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times I_m / I_o$$

Dans laquelle

La valeur « m » des indices est la dernière valeur connue et publiée par rapport à la date de la révision de prix de chaque lot, par l'index de référence I

La valeur « o » est la valeur publiée à la date limite fixée pour le dépôt des offres (Mois M0).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Installation de chantier	BT01
--------------------------	------

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT

Les modalités du règlement des comptes du marché sont soumises aux dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

5.1. Etablissement des demandes de paiement mensuels

La facturation des prestations sur la base de prix unitaires s'effectue sur le principe de la commande soldée à savoir lorsque la prestation est totalement exécutée ou lorsque la commande est totalement livrée. Le titulaire devra présenter la preuve que les prestations ont été effectivement réalisées en faisant référence aux bons de commande concernés.

La facture est envoyée électroniquement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures devront reprendre toutes les informations mentionnées sur le bon de commande, ainsi que les remises appliquées, les frais de péage et de parking.

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du code de la commande publique comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités seront déduites du montant H.T de la facture

5.2 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermie si la durée de leur exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché ou de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

5.3 Retenue de garantie

Sans objet.

5.4 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivants la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

5.5 Nantissement et cession de créance

Le maître d'ouvrage délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable du maître d'ouvrage par l'établissement cessionnaire.

5.6 Décompte final – décompte général – Solde

Par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux, chaque bon de commande ou ordre de service donnera lieu une vérification des prestations.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux, un constat contradictoire des travaux est effectué sur le terrain en présence d'un représentant de l'Entreprise et de la Ville, qui fera l'objet d'un rapport envoyé par courriel, dans les 8 jours maximum. L'entreprise dispose alors d'un délai de 15 jours maximum à compter de la réception du courriel pour lever les réserves ou malfaçons éventuelles. L'entreprise dispose d'un délai de 2 jours après le courriel pour faire ses observations le cas échéant.

La réception est prononcée dans un délai de 15 jours maximum après le courriel de constat contradictoire sans réserve ou après la levée des réserves.

Une réception partielle peut être néanmoins être prononcée sur la base de prestations réellement exécutées, dans le cadre de campagnes de travaux concernant plusieurs voies.

Dans le cas où les réserves constatées ne seraient pas levées par l'Entreprise, la Ville se réserve le droit de faire appel à une autre société aux frais de l'Entreprise, dans les conditions de l'article 48 du CCAG travaux.

La copie du PV de réception sera systématiquement jointe à la facture correspondant aux travaux exécutés. Une réception partielle peut néanmoins être prononcée sur la base de prestations réellement exécutées si les prestations s'y prêtent.

A défaut, le maître d'œuvre mettra en demeure l'entreprise de produire son projet de décompte final sous quinze (15) jours. Si la mise en demeure restée infructueuse, il appartiendra alors au maître d'œuvre d'établir d'office le décompte général au frais du titulaire.

Le décompte général est notifié au titulaire contre accusé de réception ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX

6.1. Délai d'exécution

Les délais sont précisés dans chaque bon de commande.

6.3 Délai d'achèvement des travaux

Les Ordres de Service de démarrage seront délivrés par le Maître d'ouvrage signifiant au titulaire le démarrage des travaux.

Le titulaire s'engage à achever (au sens de l'achèvement tel que défini à l'article 4 du présent document) les travaux en cohérence avec le calendrier d'exécution détaillé établi par l'OPC.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENT DU TITULAIRE

7.1 Insertion des travailleurs en difficultés

Pour réaliser les prestations, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières. Si le marché est inférieur à 500 000 euros aucune obligation. Si le marché est supérieur à 500 000 euros et inférieur à 1 000 000 euros le titulaire s'engage à effectuer une action d'insertion représentant minimum 200 heures. Si le marché est supérieur à 1 000 000 euros alors le titulaire s'engage à une action représentant minimum 500 heures.

7.1.1 Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales, ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

7.1.2 Les modalités de mise en œuvre

L'attributaire du marché s'engage à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire¹, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

7.1.3 Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire fournit, mensuellement, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action. En complément de cette transmission d'information et pendant l'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage, peut décider à tout moment d'inscrire la clause à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités telles que prévues à l'article 19 du présent document.

¹ Voir à ce sujet l'Accord national relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L.124-2-1-1 du Code du travail.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par le Maître d'Ouvrage au présent article, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier. En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché, en application de l'article 20 du présent document.

7.2 Réemploi – recyclage – Valorisation des déchets

Considérant que pour améliorer la gestion des ressources et répondre aux enjeux d'un aménagement plus durable, la Comédie-Française souhaite faire appel aux entreprises titulaires de ses marchés publics pour valoriser la gestion des déchets de chantier.

Le titulaire s'engage à réaliser l'action de gestion des déchets de chantier présenté dans leur offre. Le réemploi et la réutilisation sont à privilégier pour contribuer au prolongement de la durée de vie des produits et participer à l'économie circulaire et à la réduction de la production des déchets. Si les matériaux ne peuvent être réemployés ou réutilisés, la solution la plus pertinente est de les orienter vers les filières de recyclage.

L'attributaire du marché s'engage à avoir une démarche respectueuse de l'environnement dans la gestion des déchets de chantier. Un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) doit être mis en place. Ce plan doit détailler : les moyens humains et techniques affectés à la gestion des déchets ; les méthodes de tri de déchets ; le traitement et la valorisation des déchets ; la traçabilité des déchets ; protocole de dépose et stockage des matériaux de réemploi.

ARTICLE 8 : COORDINATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation

La période de préparation est incluse dans le délai global du Marché. Elle commence à courir à compter de la notification du marché. La période de préparation des travaux a pour objet :

- Par les soins du Maître d'ouvrage, de l'OPC et de la MOE : l'élaboration, en concertation avec les titulaires du lot, du calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Par les soins du titulaire :
 - o L'établissement et présentation au Maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux ;
 - o L'établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues au CCAG-Travaux du 30 mars 2021 ;
 - o L'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, dans le délai de quinze (15) jours suivant la date de notification du marché et remise au coordonnateur. Les mesures et dispositions relatives à la sécurité et l'hygiène sur les chantiers sont contenues dans ce plan particulier.
 - o La synthèse technique et architecturale

L'absence de remise des documents visés ci-dessus donne lieu au prononcé de pénalités, en application de l'article 19 du présent document.

8.2 Mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)

La mission d'OPC est assurée par un bureau d'études spécialisé et qualifié. A ce titre :

- Il établira le calendrier d'exécution détaillé de l'opération ;
- Il contrôlera, l'avancement des études d'exécution ;
- Il contrôlera l'avancement des travaux ;
- Il établira la mise à jour des calendriers d'exécution suivant une fréquence déterminée par le Maître d'ouvrage en fonction de l'état d'avancement des travaux ;
- Il établira les calendriers particuliers pour les phases critiques ou complexes ;
- Il établira l'ordre du jour des réunions d'études et de coordination, rédigera les comptes rendus et assurera leur diffusion ;
- Il fera maintenir l'ordre et la propreté du chantier ;
- Il assurera l'organisation matérielle efficace des opérations de levées de réserves consécutives aux visites :
 - o Préalables à la réception,
 - o De réception,
 - o De contrôle de levées de réserves.
- Deuxième échéance : au plus tard, quinze (15) jours après la délivrance de l'Ordre de Service de démarrage de chaque lot de travaux ;
- Noms des représentants de l'Entreprise à soumettre à l'agrément du MOE et de l'Architecte ;
- Organigramme détaillé et nominatif du chantier (études et exécution) ;
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, qui doit être transmis, avant le début des travaux au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ainsi qu'aux Organismes de Prévention ;
- Liste prévisionnelle des plans et des documents d'exécution (Fiches produits, notes de calcul, justificatifs...) et des échantillons, renseignées de la date prévue de diffusion du document ;
- Liste prévisionnelle des entreprises sous-traitantes du 1er et 2ème rang et prestataires de services de toute nature ;
- Demandes d'agrément des sous-traitants et prestataires de services de toute nature ;
- Si nécessaire, demande au maître d'ouvrage, d'autorisation d'emploi des procédés de construction nouveaux ou non traditionnels ;
- Le calendrier d'exécution par tâches en adéquation avec le planning prévisionnel des travaux ;

- Un calendrier détaillé des fabrications, des approvisionnements et des travaux de son Marché ;
- Plans des installations de chantier ;
- Plans et documents d'organisation de chantier : plans méthodes, organisation des approvisionnements et plan qualité de l'entreprise.

8.3 Organisations générales des études d'exécution

La gestion du chantier sera effectuée par l'échange de documents et plans selon les instructions du MOA Plateforme-collaborative type GED. Toutes les études d'exécution sont transmises au maître d'œuvre :

- D'une part, sous format papier, en trois exemplaires, dont un support permettant sa reproduction ;
- D'autre part, sous forme électronique via la plateforme.

Concernant la transmission électronique, les documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec le logiciel suivant : AUTOCAD 2010 et PDF.

Sur la base des documents particuliers du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par la Maîtrise d'œuvre), le titulaire doit établir à ses frais et sous sa responsabilité, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés, mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Les pièces graphiques composant les documents particuliers du marché ont été cotées avec le plus grand soin par la Maîtrise d'œuvre. Néanmoins, dès lors que les ouvrages à réaliser se situent, pour partie, dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, le titulaire doit :

- D'une part, par une vérification exhaustive des ouvrages existants, s'assurer que les cotes portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes ;
- D'autre part, requérir auprès du Maître d'ouvrage tous les renseignements complémentaires éventuels et avoir pris tous renseignements pour l'établissement de ses plans.

Si le titulaire détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans de la maîtrise d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il a l'obligation de la signaler immédiatement, par écrit, au Maître d'ouvrage qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

8.3.1 Etablissement des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront établis par le titulaire. Il devra se conformer pour l'établissement de ses plans d'exécution ainsi que ceux de ses sous-traitants aux dispositions contenues dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Les plans du titulaire devront être présentés avec un cartouche mis en place pour l'opération.

8.3.2 Vérification des côtes portées sur les plans

Le titulaire devra vérifier soigneusement toutes les cotes en plan et en altitude portées aux plans de la Maîtrise d'œuvre et s'assurer de leur concordance avec les différents plans d'ensemble ou de détail et le devis descriptif des lots.

Il devra également vérifier la conformité des côtes, avec les prescriptions des demandes d'autorisation de travaux et les obligations administratives afférentes à l'opération. Il devra s'assurer de la possibilité de respecter les cotes données. Il devra signaler, en temps utile, les erreurs ou omissions décelées.

8.3.3 Approbation des plans d'exécution

L'équipe de Maîtrise d'œuvre définira les circuits d'établissement, de contrôle, d'approbation des plans d'exécution et les procédures d'arbitrage en cas de difficultés. Le titulaire doit fournir en 1 exemplaires ses plans, notes de calcul et notices explicatives nécessaires à leurs approbations et à la diffusion aux

autres intervenants.

Avant tout démarrage de travaux, le titulaire doit s'assurer de l'approbation de ses plans d'exécution par l'équipe de Maîtrise d'œuvre et le Contrôleur Technique. Cette approbation pour conformité à la conception générale ne dégage en rien la responsabilité du titulaire qui reste l'auteur de ses plans.

Le temps nécessaire à la Maîtrise d'œuvre pour examiner les documents est fixé à 15 jours calendaires. Cette durée pourra être plus longue en accord avec les parties en fonction de la complexité ou du nombre important des documents présentés.

8.4 Interventions sur site

8.4.1 Nuisances acoustiques

Les titulaires sont tenus de respecter les textes en vigueur concernant la limitation du niveau sonore des engins de chantier, compresseurs, moteurs, brise-béton, scies béton etc...., et de prendre en compte dans leur offre l'utilisation d'engins parfaitement insonorisés et répondant aux critères acoustiques conformes aux normes en vigueur. Les horaires à respecter sont mentionnés conformément à l'article 1.4 du présent document.

8.4.2 Vols divers – gardiennage

Les vols, disparitions ou détériorations des matériaux, matériels et ouvrages en cours pendant l'ouverture du chantier et pendant les heures de fermeture de celui-ci sont de la seule responsabilité des entreprises.

PROTECTION DES OUVRAGES DE CHAQUE ENTREPRISE

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, l'entreprise est responsable de la conservation et du maintien en bon état de ses ouvrages. Elle doit toutes les protections nécessaires à la bonne conservation de ses ouvrages, au fur et à mesure de leur réalisation, ainsi que la dépose et l'évacuation de celles-ci.

Elle est tenue de se garantir par tous moyens contre les vols, détournements, dégradations, pertes et destructions de toutes natures, notamment du fait des intempéries, pour lesquelles il est expressément stipulé qu'il ne lui sera alloué aucune indemnité. Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous les moyens appropriés : ouvrages provisoires, pompes, etc.

Au bout du compte, les ouvrages doivent être livrés en parfait état d'achèvement, de finition et de propreté.

Tout ouvrage considéré comme détérioré par la maîtrise d'œuvre lors de la réception des travaux doit être remplacé aux frais de l'entreprise titulaire du marché, quelle que soit l'origine de la dégradation.

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du responsable du site de la Comédie- Française les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

La responsabilité du Maître d'Ouvrage, du maître d'œuvre ne saurait être recherchée pour quelque raison que ce soit.

8.4.3 Relations avec les avoisinants

Les titulaires sont tenus de prendre toutes dispositions afin de ne pas causer, par leur activité, de nuisances aux avoisinants :

- Nuisances acoustiques,
- Nuisances par diffusion de poussières, fumées, humidité, etc...
- Ainsi que veiller au respect de l'intégrité de leurs limites de propriété, de leurs divers réseaux et de leurs accès.

En cas de plainte auprès du Maître d'Ouvrage, ceux-ci appelleront en responsabilité les entreprises qui en supporteront les frais.

8.4.4 Relations avec les administrations locales

Les titulaires prendront toutes dispositions pour maintenir en parfait état d'aspect et de propreté les voiries, réseaux et ouvrages divers publics. En cas de plainte de l'un de ces services administratifs auprès du Maître d'Ouvrage, ceux-ci recourront auprès des entreprises qui devront en supporter les frais.

8.4.5 Permis feu

Le titulaire sera tenu de demander au Maître d'ouvrage la délivrance d'un permis de feu à établir en trois (3) exemplaires, dont un destiné au chef de l'établissement. Ce permis sera à demander au cours de la période de préparation et délivré par le responsable sur site (comme spécifié dans le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé).

8.4.6 Site occupé

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser sur site occupé. En conséquence le titulaire devra prendre en compte les sujétions découlant de ces contraintes hors des approvisionnements de matériaux. Les travaux ne devront en aucun cas mettre en péril l'activité de la Comédie Française.

ARTICLE 9 : PROVENANCE, QUALITES, PRISE EN CHARGE

9.1 Provenance des matériaux et produits

Le présent cahier des clauses techniques particulière (CCTP) fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé au titulaire, ou n'est pas déjà fixé par les pièces constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces. Le Maître d'ouvrage a le droit, à tout moment, de demander au titulaire les documents justifiant leur provenance et leur qualité.

La terminologie applicable aux matériaux et aux ouvrages est celle définie par l'AFNOR et le REEF. Sous réserve de conformité avec les prescriptions du présent document, travaux et acceptation du Maître d'ouvrage, l'utilisation de matériaux, matériels, outillages et fournitures d'origine étrangère n'est pas interdite.

Cette possibilité sera valable pour tous produits en provenance de l'Union européenne et pour les produits d'autres provenances sous les réserves formulées ci-après et respectant la réglementation en matière d'importation.

En tout état de cause, les produits concernés, quelle que soit leur origine, devront être conformes aux normes françaises ou équivalentes sur le territoire de l'Union européenne ou avoir fait l'objet d'un avis favorable de l'organisme officiel français ou européen compétent pour le produit considéré. Il reste entendu que le choix d'un produit d'origine étrangère ne saurait autoriser le titulaire à se prévaloir d'un droit quelconque à déroger à ses obligations contractuelles, entre autres retard des travaux dû à un délai de livraison important ou refus d'autorisation d'importation, demande de majoration de prix du fait des cours des changes, des droits de douane, etc.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un matériel ou de matériaux étrangers, il sera exigé suivant le cas :

- Soit l'accord du service national compétent (service des Mines à titre d'exemple),
- Soit procès-verbaux d'essais en laboratoires permettant leur identification et correspondance aux normes françaises. Les démarches et frais occasionnés de ce fait seront à la charge exclusive du titulaire concerné.

9.2 Echantillons et prototypes

9.2.1 Echantillons – prototypes

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais, dans les délais indiqués dans le calendrier prévisionnel d'exécution puis le calendrier détaillé d'exécution tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments, par le Maître d'ouvrage. Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées sous la responsabilité du titulaire, de telle façon que pour chaque échantillon présenté et compte tenu du délai d'examen fixé au CCTP aucun retard ne soit entraîné. Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation des prescriptions précédentes seront sanctionnés comme des retards d'exécution.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du Maître d'ouvrage concerné sur les échantillons présentés, consigné sur un registre réservé à cet effet. Chaque échantillon sera présenté accompagné de la documentation commerciale et de la fiche technique donnant l'intégralité de ses caractéristiques techniques, ainsi que (le cas échéant) le procès-verbal de classement, l'avis technique du CSTB, la fiche ACV (Analyse de cycle de vie), justificatifs de provenance des bois, etc... Si le titulaire souhaite proposer une variante, obligation lui est faite de présenter sa variante et l'équipement prévu au CCTP/DPGF dans les mêmes conditions que ci-dessus, complétée par une étude comparative indiquant clairement les avantages et inconvénients de chacune des solutions présentées. L'Architecte pourra refuser la proposition de variante proposée, sans avoir à justifier de sa décision.

Ce n'est qu'après accord du Maître d'ouvrage et/ ou de l'Architecte que les échantillons et prototypes seront considérés comme acceptés pour être mis en œuvre. Le titulaire sera tenu d'apporter toutes modifications aux ouvrages prototypes jugées nécessaires, pour obtenir l'accord de l'Architecte et du Maître d'ouvrage.

9.2.2 Choix définitif des matériaux et prestations

Ce n'est qu'à l'issue de la présentation des différents locaux témoins et prototypes, et de leur validation par l'Architecte et le Maître d'ouvrage que les matériaux et prestations seront définitivement retenus pour être mis en œuvre pour la réalisation de l'opération.

9.2.3 Qualités – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP propose à chaque lot définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance à la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.
- Dans le cas contraire, les essais sont intégralement à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 10 : ETAT DES LIEUX – CONSTATS – NETTOYAGE

10.1 Référé – Etats des lieux – constats

Le titulaire reconnaît d'ores et déjà avoir procédé à la reconnaissance des lieux en vue d'apprécier l'importance, l'état et la disposition du terrain. De ce fait, il a une entière connaissance des lieux de l'ouvrage, de l'existant et des avoisinants, ainsi que toutes les contraintes ou sujétions y afférents et a eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soit effectué tout sondage ou reconnaissance de quelque nature que ce soit, nécessaire à l'exécution parfaite de ces prestations.

En conséquence, le titulaire ne pourra en aucune façon arguer l'absence ou de l'insuffisance d'information ou de renseignement postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ce contrat, pour le dispenser d'exécuter tout ou partie des travaux, de demander toute modification des conditions du marché, ou faire l'objet en cours d'exécution d'une demande de supplément de prix ou de dépassement du délai. Il en sera de même en cas de transmission au titulaire d'informations inexactes ou incomplètes, le titulaire étant supposé vérifier l'exactitude des renseignements qui lui sont communiqués.

10.2 Implantation des ouvrages

Le titulaire doit l'implantation (compris altimétrie) de ses ouvrages à partir des documents du marché, qu'il devra vérifier préalablement avant la signature des pièces contractuelles, et assume l'entière responsabilité de ses implantations.

10.3 Garde et conservation des ouvrages

Le titulaire est responsable de la garde et de la bonne conservation des ouvrages exécutés par lui. Il a la charge de toutes les conséquences des dégradations ou dommages éventuellement subis par les ouvrages, fournitures, outillages et approvisionnements en cours d'exécution et jusqu'à la réception des travaux.

10.4 Nettoyage du chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ; Chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

En cas de manquement aux obligations de nettoyage et 2 jours calendaires après avoir convoqué et averti l'entreprise, la MOA pourra avoir recours à une entreprise de nettoyage dont les frais devront être supportés par le titulaire en défaut.

ARTICLE 11 : SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

11.1 Rendez-vous de coordination et rendez-vous de chantier

Le titulaire convoqué est tenu d'assister aux rendez-vous de coordination organisés à la demande du maître d'œuvre, **de l'OPC** du CSPA et du CT. Il assiste aux rendez-vous de chantier, organisé par le maître d'œuvre du chantier de référence, leur fréquence étant fixée lors de la préparation de chantier.

A compter de l'ordre de service et jusqu'à l'achèvement des travaux du titulaire du marché aura en permanence sur le chantier un responsable qualifié, ayant tous pouvoirs pour régler toutes questions concernant l'exécution des travaux, habilité à recevoir les instructions de la maîtrise d'œuvre et à suivre leur bonne exécution. L'absence d'un titulaire ou son remplacement par une personne insuffisamment qualifiée pour le représenter, notamment pour donner les ordres nécessaires sur le champ aux agents de l'entreprise sur le chantier, entraîne la responsabilité du titulaire défaillant.

En dehors de cette période, le représentant de l'entreprise devra se tenir à la disposition de la maîtrise d'œuvre pour toutes questions concernant le chantier. Ce responsable devra être agréé par la Maîtrise d'œuvre et ne pourra être changé pendant la durée du chantier, excepté demande justifiée et acceptée par la Maîtrise d'œuvre.

Les procès-verbaux seront considérés comme tacitement approuvés sans réserve, s'ils ne font pas l'objet de remarques écrites dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de diffusion du compte rendu.

11.2 Mesures de sécurité et d'hygiène

Le projet des installations du chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel, de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation : ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier doivent toujours être adaptées. Les normes des locaux mis à disposition sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à 4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

La NOC et le PIC joint au dossier précisent un certain nombre de conditions.

11.3 Mesure d'ordre social

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants. En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

11.4 Dispositions applicables en cas d'intervenants étranger ou détachés

En application des articles D. 8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

A l'issue de la procédure, le titulaire retenu devra justifier, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie ;
- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux découlant des articles 1240 à 1242 du code civil.

Par « titulaire », il faut entendre, dans le cas d'un groupement d'entreprise, chaque cotraitant, ainsi que chaque sous-traitant.

12.1 Assurances personnelles du titulaire

12.1.1 Assurance décennale

Le titulaire devra justifier de la souscription d'une police de RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE en état de validité selon les modalités en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier. Compte tenu de l'importance de chantier, il veillera à ce que ses polices d'assurance s'appliquent sans réserve.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- RESPONSABILITE DECENNALE au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-41 du code civil, selon les dispositions conformes à la Loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978, et ses textes subséquents, notamment l'ordonnance 2005-658 du 8 juin 2005, le décret 2008-1466 du 22 décembre 2008 et l'arrêté du 19 novembre 2009 ;
- BON FONCTIONNEMENT minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'Article 1792-3 du code civil,
- DOMMAGES IMMATERIELS consécutifs à sinistres découlant des alinéas ci-dessus, avec extension aux DOMMAGES CONSECUTIFS AUX TRAVAUX NEUFS, subis par les parties anciennes de la construction, non totalement incorporées aux ouvrages neufs au sens de l'article L. 243-1-1 du code des assurances (dans le cas d'opération de travaux sur existants).

La police s'appliquera sans restriction ni limites, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance, des caractéristiques techniques des travaux qui lui sont confiés, ainsi qu'en cas d'utilisation de produits et/ou techniques et/ou procédés non courants et/ou non traditionnels. Les garanties doivent être acquises du fait des travaux donnés en sous-traitance.

12.1.2 Sommes assurées

Les montants de garanties devront être en accord avec les risques encourus sans être inférieurs, en ce qui concerne la garantie RC décennale obligatoire, à un minimum par sinistre de :

- 3 millions d'euros pour les traitants directs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros-œuvre selon la classification des rubriques de la nomenclature d'activités FFSA ;
- 2 millions d'euros pour les autres traitants directs.

Ce montant s'entend avec abrogation de la règle proportionnelle.

12.1.3 Responsabilité civile à l'égard des tiers

L'entreprise devra justifier de la souscription d'une police de Responsabilité Civile en vigueur à l'époque des travaux. Cette police aura pour objet de garantir tant pendant les travaux qu'après réception et ce, aussi longtemps que la responsabilité de l'entreprise peut être recherchée, les conséquences pécuniaires des responsabilités de toute nature notamment celles découlant des articles 1240 et 1242

et suivants du code civil à raison de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou au Maître d'ouvrage.

La garantie doit être acquise du fait des travaux donnés en sous-traitance.

Les montants des garanties devront au minimum être aux niveaux suivants :

- Entreprise(s) du gros œuvre et de scénographie:
 - o Tous dommages confondus : 3.500.000 €
 - o Dont dommages matériels et immatériels : 1.000.000 €
 - o Dont dommages immatériels non consécutifs : 500.000 €
- Autres entreprises :
 - o Tous dommages confondus : 1.500.000 €
 - o Dont dommages matériels et immatériels : 600.000 €
 - o Dont dommages immatériels non consécutifs : 300.000 €

Les montants indiqués ci-dessus s'entendent par sinistre avant réception ainsi que par sinistre et par an, après réception.

12.2 Assurance des sous-traitants

Le titulaire ou chaque co-traitant s'il s'agit d'un groupement, fera son affaire de s'assurer que ses sous-traitants sont titulaires de garanties suffisantes.

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au Maître d'Ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'Acte d'Engagement. Il est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Il fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Contenu des contrats d'assurance & libellé des attestations :

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant :

- L'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché ;
- L'attestation devra préciser :
 - o La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;
 - o La période de validité ;
 - o La nature des garanties ;
 - o Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous ;
 - o Les éventuelles franchises ;
 - o Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.

En outre, il fournira une attestation similaire à chaque échéance de sa police pendant toute la durée du chantier. Sur simple demande du Maître d'ouvrage, l'Entreprise devra justifier, à tout moment, du paiement de ses primes d'assurances. Le Maître d'ouvrage pourra suspendre les paiements au titulaire si ce dernier ne produit pas ces justifications.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DU MARCHÉ

Les dispositions de l'article 30 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 s'appliquent. Toute modification ne peut valablement être faite que par un document signé par chacune des parties. En application des articles R.2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifiés quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes.

13.1 Changement affectant les prestations

- Si des travaux supplémentaires ou des modifications sont rendues nécessaires à leur exécution ;
- Dans le cas d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires (obtention d'autorisations administratives, travaux préalables et objets d'un autre marché...), conformément à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 en cas de pénurie de matières premières et/ou de matériaux et engendrant le report de livraison de ces derniers ;
- En cas de report de la livraison des travaux dû à la survenance d'un événement extérieur au contrat (événement climatique susceptible par son ampleur ou sa durée d'entraver l'exécution, risque sanitaire majeur...) rendant impossible la livraison aux dates initiales attendues. Dans l'hypothèse d'un report, il n'est prévu ni indemnisation, ni actualisation des prix ;

13.2 Changement affectant la société

L'information doit être faite au maître d'ouvrage, par le titulaire dès qu'il en a connaissance, et les documents transmis dès leur établissement, en cas de :

- Changement de raison sociale, ou de dénomination sociale ou de compte à créditer,
- Changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale,
- Transformation de la SA en SARL,
- Reprise en location gérance,
- Fusion, absorption, scission...,
- Mise en redressement judiciaire, (poursuites d'activité),
- Le titulaire du marché s'engage à transmettre au maître d'ouvrage les documents précisant les modifications intervenues au cours du marché tels que :
 - Copie de la publicité parue au journal d'annonces légales,
 - Copie du procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision,
 - Copie de l'ordonnance du tribunal de commerce,
 - Extrait KBIS ;
- En cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- En cas de reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur.

Toutefois, il est entendu que ces modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché. Par voie de conséquence, la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception. A ce titre, les dispositions prévues à l'article 54 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 sont applicables.

ARTICLE 14 : ACCORD DE CONFIDENTIALITE – NDA

La présente clause a pour objet d'encadrer les modalités de non-divulgence des informations dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 s'appliquent.

14.1 Informations confidentielles

Les « Informations Confidentielles » désignent l'ensemble des informations de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit, tels les données, les documents de toute nature, toute information technique, commerciale, stratégique, financière ou de toute autre nature, tous échantillons, toutes spécifications, tous dessins, tous logiciels, tous modèles, tous rapports, tous descriptifs et toutes études, appartenant à la Comédie-Française, qui sont portées à la connaissance du titulaire dans le cadre du marché.

14.2 Clause de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité de résultat. Le titulaire s'engage à respecter, de façon absolue, la non-divulgence, à qui que ce soit et de quelque manière que ce soit, toute information confidentielle, sans l'accord préalable de la Comédie-Française. Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel ou ses sous-traitants, c'est à dire notamment à (liste non-exhaustive) :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par le pouvoir adjudicateur et utilisés par le titulaire à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché. Le Comédie-Française se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

14.3 Exceptions

Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent pas aux informations suivantes :

- Informations qui, lors de leur révélation, sont du domaine public ou qui deviennent du domaine public sans violation des présentes ;
- Informations dont le titulaire peut prouver qu'elles étaient en sa possession lors de leur révélation et qu'elles n'ont pas été acquises directement ou indirectement auprès de la Comédie-Française ;
- Informations dont le titulaire peut prouver qu'elles ont été acquises à titre non confidentiel auprès d'une source autre que la Comédie-Française.

La charge de la preuve de ces exceptions incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de communication imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision de justice définitive, le titulaire ayant été contraint à ladite communication doit en informer préalablement et sans délai la Comédie-Française et s'engage à ne communiquer que ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations.

14.4 Image de la Comédie-Française

Afin de garantir le contrôle de la Comédie-Française sur l'utilisation de son image, le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser la marque de la Comédie-Française, ses filiales, ni leurs logos, ni citer le présent marché ni communiquer autour de la référence commerciale que constitue la Comédie-Française et ses filiales, sans convention explicite, écrite et délimitée dans le temps, précisant le support, les destinataires et le contenu de la communication. Chaque convention de cette nature sera visée préalablement par la direction de la Comédie-Française.

ARTICLE 15 : PENALITES – RETENUES – PRIMES

Toutes les pénalités sont non révisables par dérogation aux dispositions fixées à l'article 19 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, et cumulatives. Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'Entreprise une mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, le titulaire n'est pas systématiquement exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

15.1 Pénalités et retenues en cas de retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié, ou à défaut par rapport au calendrier prévisionnel.

Il est appliqué, le cas échéant cumulativement, pour chaque dépassement constaté par rapport à l'un des délais partiels figurant dans le calendrier détaillé d'exécution et tout particulièrement la mise à disposition du matériel à l'ouverture du chantier figurant dans le calendrier d'exécution détaillé établi par le titulaire du marché. Une pénalité égale à 1/1000e du montant hors taxes du marché, par jour calendaire de retard.

Ce montant est défini par référence au montant des travaux figurant à l'acte d'engagement (AE). En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux, et sans préjudice de l'application des pénalités visées à l'article précédent, il est appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité égale à 1/1000e du montant total hors taxe du marché.

En sus de cette pénalité, le titulaire indemniserait intégralement la Comédie-Française de tout préjudice financier découlant d'une incapacité d'activité théâtrale :

- Répétitions ;
- Conséquences artistiques ;
- Conséquences salariales ;
- Report ou annulation de représentations remboursement de salle en cas d'annulation ;
- Prolongation ou recherche d'un théâtre d'accueil jusqu'à réception des travaux ;
- Etc.

Le titulaire pourra solliciter l'annulation partielle ou totale des pénalités prévues aux alinéas précédents. Pour être recevable, la demande de remise devra être formulée par écrit et contenir l'exposé des motifs qui justifient la remise selon le titulaire.

Au vu de la demande, le maître d'ouvrage pourra, par décision spéciale et motivée, exonérer le titulaire des pénalités mises à sa charge, s'il estime :

- Soit que le retard constaté n'a pas eu d'incidence notable sur d'autres travaux, - Soit que le retard n'a pas affecté les conditions d'exécution des travaux relevant d'autres lots ;
- Soit que la méconnaissance d'un ou plusieurs délais partiels prévu par le calendrier d'exécution n'a pas eu pour effet une méconnaissance du délai global d'exécution des travaux énoncé à l'article ci-dessus ;
- Soit que la renonciation à recours par le titulaire concerné constitue une contrepartie suffisante à l'abandon des pénalités.

Le Maître d'ouvrage pourra également exiger un engagement irrévocable du titulaire concerné de renoncer, en contrepartie de la remise sollicitée, à toutes réclamations, contestations ou réserves déjà formulées ou susceptibles de l'être concernant le retard en question en l'état des éléments connus au jour de la demande. Ces pénalités sont applicables du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable.

15.2 Pénalités de retard d'exécution des prestations

Dès que le délai contractuel de réception des travaux par poste pour lequel le titulaire s'est engagé est dépassé (délai rappelé dans son offre technique et dans le calendrier détaillé d'exécution), il peut procéder à une demande de prolongation de délai qui donne lieu à une décision du pouvoir adjudicateur :

- Si la demande est acceptée, le retard ne donne pas lieu à des pénalités ;
- Si la demande est refusée, par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, la pénalité journalière encourue par le titulaire en cas de retard dans l'exécution des travaux est fixée à 1/1000 du montant hors taxes du marché considéré.

Celui-ci peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante, courant à compter du refus de la demande par le pouvoir adjudicateur : $P = 1/1000 \text{ €} \times \text{nombre de jours de retard ouverts}$

Autres pénalités diverses

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci-avant, les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération. Les montants indiqués correspondent à des retenues forfaitaires provisoires, en cas d'application des pénalités, elles sont cumulables entre elles.

Désignation	50€ HT	100€ HT	200€ HT
Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires		X	
Non-respect des dispositions de la charte de chantier à faible impact environnemental par jour calendaires (ou non-respect de la charte logistique de tri des déchets)		X	
Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit : le cas (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X	
Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)	X		
Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable)	X		
Manquement aux règles de nettoyage des véhicules en partance du chantier : le véhicule constaté		X	
Stationnement des véhicules de personnels ou de société dans l'enceinte des constructions sans autorisation de la Maîtrise d'œuvre	X		
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X	
Brûlage de vieux bris sur place	X		
Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier		X	

Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives		X	
Défaut d'éclairage de chantier (circulations) par jour	X		
Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un lot de travaux		X	
Dégradation des installations communes		X	
Défaut de nettoyage des installations communes après utilisation		X	
Non utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X		
Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires		X	
Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaires et local ou zone de 100 m² non nettoyée	X		
Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier		X	
Défaut de mise en place du trait de niveau et axes d'implantation ou défaut de signalétique interne	X		
Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires		X	
Retard pour non-enlèvement des matériaux inemployés	X		
Retard dans la libération des espaces mis à disposition par le Maître de l'Ouvrage ou dans la dépose d'installation provisoire par jour calendaires		X	
Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de l'Entreprise convoqué à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'œuvre NOTA : Un retard perturbant ces réunions et/ou visites pourra être assimilé à une absence.	X		
Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » : par jour calendaires et par zone		X	
Retard dans la diffusion de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plan, selon un nouvel indilage faisant suite à avis défavorable ou visa avec observation		X	
Retard dans la présentation d'un prototype		X	
Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire par jour calendaires	X		
Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée			X
Couleur forcée sur plan destiné à la synthèse : par plan		X	
Chaque cas de non-respect de la décomposition en couches exigés pour plans : par plan	X		
Non-respect des règles fixées par la notice méthodologique pour la synthèse, par document	X		
Remise à la cellule de synthèse de plans sans coordination interne dans son lot		X	
Retard de production de documents bloquant ou susceptible de bloquer la synthèse			X
Non-respect de la codification des équipements et des documents demandés par codification ou document	X		

Exécution au frais et risque pour retard dans le nettoyage du chantier

Il pourra être appliqué une pénalité dont le montant est fixé dans le tableau ci-dessus par jour calendaire de retard à compter de l'ordre de nettoyage donné par le maître d'œuvre sans préjuger des pénalités pour les retards de travaux correspondants. Au-delà de deux (2) jours de retard, la prestation de nettoyage pourra être demandée, mais à la charge financière exclusive de l'entreprise mise en défaut par simple constat du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Le cadre financier définissant par avance, les tarifs (à l'heure ou forfait) des différentes missions de nettoyage qu'il pourra être amenée à réaliser, sera présenté par le lot gros œuvre dans le cadre du nettoyage prévu au compte pro rata. Ces tarifs seront appliqués au frais des entreprises responsables. Une copie de ce cadre financier sera portée à la connaissance de l'ensemble des entreprises.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une retenue sur situation égale au montant de la prestation de nettoyage réalisée jusqu'à régularisation auprès du lot gros œuvre par l'entreprise mise en cause.

Exécution au frais et risque pour retard d'évacuation de fin de chantier

Des pénalités seront appliquées au titulaire qui n'aurait pas évacué ses installations ou ses matériels à la date fixée par le planning détaillé d'exécution. Elles seront calculées suivant le tableau figurant ci-dessus. Au-delà de quinze (15) jours et si le titulaire n'a pas effectué le repliement de son installation, le Maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable, fera assurer les enlèvements nécessaires par une entreprise de son choix, les frais correspondants étant entièrement supportés par l'entreprise défaillante.

ARTICLE 16 : RESILIATION

16.1 Généralités

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.3.1.h du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du maître d'ouvrage, ou en cas de groupement sur demande expresse du mandataire, pour la partie afférente à l'un des titulaires, et sans que celui-ci ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- En cas de décès du titulaire, sauf droit pour le maître d'ouvrage d'accepter, avec l'accord préalable du mandataire commun dans le cas d'un groupement d'entreprise, les offres des héritiers ou des successeurs de l'entreprise ;
- En cas de dissolution de l'entreprise si celle-ci est constituée en société ;
- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation des biens sauf si dans le mois qui suit la mise en demeure, l'administrateur judiciaire décide de poursuivre l'exécution du marché (art. L. 621-28 du code du commerce) ;
- En cas d'incapacité, de fraude, de tromperie grave constatées par le maître d'œuvre sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux ;
- En cas d'abandon de chantier, ou de réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier, dûment constatées par le maître d'œuvre, si la reprise n'en est pas effectuée huit jours après réception d'une lettre recommandée valant mise en demeure par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence ;
- En cas de sous-traitance sans l'autorisation du maître d'ouvrage ;
- Dans tous les autres cas où le titulaire ne s'est pas conformé aux stipulations du marché (absence de mise en œuvre de la clause d'insertion sociale par exemple) et aux ordres écrits qui lui ont été donnés, si le titulaire n'exécute pas les travaux qui lui sont demandés dans le délai de huit jours à compter de la mise en demeure qui lui est signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence. Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

16.2 Résiliation pour non-obtention des autorisations administratives

Le contrat pourra être résilié de plein droit par le Maître d'ouvrage en cas de non-obtention ou de suspension des autorisations administratives permettant l'exécution de son programme dans les délais prévus au planning prévisionnel des travaux. La notification au titulaire se fera par une lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel signifiant la suspension ou l'arrêt immédiat des travaux.

Lorsque, soit avant, soit après un commencement d'exécution, les travaux sont ajournés ou suspendus par une décision du Maître d'ouvrage, le titulaire ne pourra demander la résiliation de son Marché, sauf si une telle suspension dépasse une période de six (6) mois.

En cas de résiliation notifiée par le Maître d'ouvrage, le règlement des travaux réellement exécutés et constatés à la date d'arrêt des travaux sera effectué conformément au contrat. Les mesures conservatoires relatives au maintien en bon ordre du chantier arrêté pourront faire l'objet d'un avenant.

16.3 Résiliation aux torts et griefs du titulaire

Le contrat pourra être résilié de plein droit par le Maître d'ouvrage, sans aucune formalité judiciaire ou dénonciation, aux torts et griefs du titulaire. Dans les cas suivants, après une lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse pendant un délai de huit (8) jours calendaires :

- En cas d'abandon de chantier, non justifié par une cause spécifique de suspension stipulée aux présentes, de plus de deux (2) jours ouvrables ;
- En cas de non-respect des obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autres ;
- En cas de non-respect des dispositions de la loi du 21 décembre 1991 et du décret du 11 juin 1992 relatif à la lutte contre le travail clandestin ;
- En cas de retard non justifié de plus de quinze (15) jours calendaires sur les dates mentionnées au planning. ; - Au cas où, après signature du marché ou délivrance de l'Ordre de Service de début des Travaux, il serait constaté que le titulaire ou l'un de ses sous-traitants n'est pas à jour en ce qui concerne ses cotisations sociales (Caisse des Congés Payés, URSSAF, impôts, taxes, assurances...) ;
- En cas de non-respect de l'une quelconque des clauses du contrat et notamment celles relatives à la sous-traitance ;
- Au cas où le titulaire ne se conformerait pas aux ordres qui lui seront donnés ou si elle n'entretenait pas sur le chantier un effectif en rapport avec l'importance des travaux.

Dans tous les cas de résiliations mentionnés au présent article, les stipulations suivantes seront appliquées :

- Une réunion contradictoire d'avancement des travaux est organisée par l'équipe de Maîtrise d'œuvre dans les huit (8) jours calendaires suivants la notification de la résiliation ;
- Le règlement des travaux réellement exécutés et constatés sera effectué conformément au contrat ;
- Les conséquences onéreuses résultant de la conclusion d'un nouveau marché avec une nouvelle entreprise pour la partie des travaux résiliée, sera à la charge du titulaire sans préjudice de tous recours qui pourront être exercés directement contre lui par toute autre entreprise. Si le marché concernant la partie des travaux résiliée était conclu à des conditions plus avantageuses que celles prévues au contrat, le bénéfice en resterait acquis au Maître d'ouvrage ;
- Les pénalités de retard seront décomptées jusqu'à la date de résiliation officielle du marché ;
- De plus, dans tous les cas de résiliation, le titulaire ne pourra se refuser à céder au Maître d'ouvrage, si la demande lui en est adressée, tout ou partie des matériaux, produits fabriqués pour l'exécution des travaux, ou en cours de fabrication, approvisionnés sur le chantier, en usine ou en magasin ;
- Le Maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de laisser gratuitement à sa disposition et à celle du nouveau titulaire, le matériel et les installations de chantier. Dans tous les cas de résiliation, quelle qu'en soit la raison, le titulaire concédera au Maître d'ouvrage le droit et la possibilité d'utiliser les brevets ou procédés brevetés, si le marché en comporte l'emploi, pour l'achèvement des travaux, par quelque entreprise que ce soit et laissera à la disposition du Maître d'ouvrage ou du nouveau titulaire, tous les matériaux, plans, etc. Le titulaire sera tenu d'évacuer le chantier dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage. A défaut par le titulaire d'y satisfaire, son expulsion sera ordonnée par simple ordonnance de référé de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, le tout sans préjudice de tous dommages, intérêts et autres pénalités de retard et indemnités.

16.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, en cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, le titulaire aura droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes non révisé, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1 %.

16.5 Résiliation d'un commun accord des parties

Les parties peuvent demander à résilier d'un commun accord le marché. Dans ce cas, elles conviennent de la date à laquelle il prend fin.

16.6 Conséquences de la résiliation

16.6.1 Titulaire, corps d'état séparés

Dans tous les cas de résiliation du marché, il est procédé par le maître d'œuvre, en présence du contrôleur technique et du titulaire ou de ses ayants droit présents ou dûment appelés, à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier du titulaire.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties, visé par le maître d'œuvre et le contrôleur technique auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le maître d'ouvrage à chacune des parties. Le titulaire ou ses ayants droit ne peuvent refuser de céder au maître d'ouvrage les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés et qui seraient propriété du titulaire. La cession est faite aux prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'expert.

Le titulaire défaillant est tenu d'évacuer du chantier et de ses annexes (hangars, magasins, bureaux...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le maître d'ouvrage, dans un délai d'un mois à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence. Faute par le titulaire d'avoir évacué le chantier dans ce délai, le maître d'ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls du titulaire défaillant. Il doit fournir sans délai le détail des primes d'assurances qu'il a payées au titre des ouvrages qu'il a réalisés. Le maître d'ouvrage peut alors passer un nouveau marché aux frais et risques du titulaire défaillant.

Les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

16.6.2 Groupement d'entreprises

La résiliation concerne un cotraitant autre que le mandataire

Dans un délai maximal de quinze jours à compter de la réception de la notification de la résiliation, le mandataire fait connaître au maître d'ouvrage les mesures prises pour faire face à la situation créée par la défaillance de son cotraitant et présente un nouveau titulaire qualifié et présentant des garanties suffisantes pour poursuivre les travaux. Le maître d'ouvrage peut s'il agrée, contracter avec le nouveau titulaire par l'intermédiaire du mandataire pour les travaux restant à effectuer.

Si aucune entreprise n'est proposée dans le délai précité, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément du titulaire, le maître d'ouvrage peut, après avis du maître d'œuvre, traiter avec toute entreprise de son choix, et aux conditions de son choix. Toutefois, lesdites conditions sont portées à la connaissance du mandataire et priorité est réservée, s'il présente à l'agrément du maître d'ouvrage, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables, une entreprise offrant des conditions au moins équivalentes.

Une nouvelle entreprise devient de plein droit membre du groupement avec toutes les conséquences qui en résultent.

16.6.3 La résiliation concerne le mandataire

Si la partie du marché concernant directement le mandataire est résiliée, un des autres membres du groupement peut être substitué dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement si les autres membres du groupement l'acceptent expressément. Un nouveau mandataire est alors désigné. Faute d'accord, un nouveau marché doit être passé.

16.7 Exécution du marché aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution par le titulaire de ses engagements contractuels, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des travaux prévus par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'exécution aux frais et risques du titulaire intervient soit en cas de mauvaise exécution, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des travaux effectués à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui peuvent être nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des travaux aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant, soit 10% du montant des travaux concernés par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 100 € HT (cent euros HT).

ARTICLE 17 : CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, lorsque 90% du maximum de la partie unitaire a été atteint, la Comédie-Française en informe le titulaire. Dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum dans la limite de 20% du montant maximum initial.

ARTICLE 18 : LITIGES ET DIFFERENDS

Le marché est soumis aux dispositions du droit français.

En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution du marché, est soumis par le titulaire au maître d'ouvrage sous pli recommandé avec accusé de réception. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Tél : 01.44.59.44.00 – Fax : 01.44.59.46.46

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Intitulé de l'article	CCAP	CCAG-Travaux
Pièces contractuelles	3.1	4.1
Dispositions applicables à la réception	10.1.7	41.1.2 et 41.1.3
Pénalités	19	19
Pénalités de retard d'exécution des prestations	19.2	19.1.2
Résiliation – Généralités	20.1	48.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	20.4	46.4